



Solidarité n'est pas un gros mot !

Description

Dans son discours de politique générale, le nouveau Premier Ministre a annoncé de nouvelles mesures concernant les chômeurs, qui vont leur rendre la vie encore plus difficile. Mais il n'a pas prononcé le mot solidarité.

Par Martine Lelait

Le discours de politique générale prononcé le 30 janvier devant l'Assemblée Nationale par le nouveau Premier Ministre va être nouveau vers une stigmatisation des chômeurs. Il envisage une réduction de la durée d'indemnisation du chômage, d'ajout de travail il y a quelques mois, histoire d'encourager la reprise d'une activité et même d'une activité « microcardisée ». Que voulait-il dire par là ?

Deuxième étape de la fusée : il envisage aussi de supprimer, purement et simplement l'allocation de solidarité spécifique (ASS), qui existe depuis 40 ans et qui, sous certaines conditions, vient prendre le relais des allocations versées au titre du chômage après épuisement des droits. C'est la première fois que cette proposition est formulée ; aujourd'hui, elle est justifiée aux yeux du Premier Ministre par le fait que cette allocation (de l'ordre de 550 € par mois) permet de cotiser pour des trimestres de retraite, or, selon lui, la retraite ne devrait être que le fruit du travail. Important de savoir qu'aujourd'hui un futur retraité sur deux est déjà inactif au moment de liquider ses droits (cf. l'Obs du 18 janvier 2024).

La disparition de cette ASS ferait basculer les chômeurs en fin de droit directement dans le RSA. Ce qui viendrait paupériser particulièrement les chômeurs vivant en couple puisque l'obtention du RSA dépend des revenus du conjoint ; de plus, en terme d'image et d'estime de soi, ce n'est pas tout à fait la même chose d'être chômeur, demandeur d'emploi ou bénéficiaire du RSA. D'aucuns y verront une stigmatisation supplémentaire.

Cette mesure sonne comme une double peine pour un senior qui aura travaillé de nombreuses années avant d'être licencié et qui ne connaît pas d'emploi, que le RSA avant de pouvoir profiter à 67 ans d'une retraite incomplète par manque de trimestres.

Qui peut croire que lâ??on puisse vivre dÃ©cemment avec une ASS Ã 550 â? ou un RSA Ã 750 â? ? Ces montants sont bien en deÃ§Ã du seuil de pauvretÃ©, Ã©valuÃ© Ã 1158 â?, soit 60% du revenu mÃ©dian.

750 â? par mois, cela signifie 25 â? par jour pour se loger, se chauffer, se nourrir, se vÃ©tir, se dÃ©placer, faire des dÃ©marches de recherche d'emploi â?! Qui sait faire avec si peu ? Avec ces revenus-lÃ , on ne vit pas, on survit. Une cadre de 53 ans licenciÃ©e aprÃ¨s 14 ans Ã gÃ©rer la communication d'un Ã©tablissement public s'exprimait ainsi dans lâ??hebdomadaire d'Ã©citÃ© : *« Comme si on se complaisait Ã ne pas travailler ! La rue, je lâ??ai traversÃ©e cent fois, j'â??ai marchÃ© des kilomÃtres et je n'â??ai toujours rien trouvÃ©. Ã »*

VoilÃ les annonces fortes du Premier Ministre, mais verront-elles le jour ? Probable qu'Ã une bronca monte du cÃtÃ© des DÃ©partements, gestionnaires du RSA. 320 000 bÃ©nÃ©ficiaires de lâ??ASS basculant dans le RSA viendraient crÃ©er une dÃ©pense supplÃ©mentaire insupportable pour ces DÃ©partements en charge du RSA, mais aussi des mineurs non accompagnÃ©s et de tout le volet solidaritÃ© de la petite enfance au grand Ã¢ge.

Tiens, Ã « solidaritÃ© Ã », un mot que je ne crois pas avoir entendu dans le discours de politique gÃ©nÃ©rale. Ce n'Ã est pourtant pas un gros mot ! C'Ã est au contraire un beau mot qu'Ã il ne faudrait pas oublier.

De par mon parcours professionnel passÃ©, c'Ã est loin d'Ãtre la premiÃ¨re fois que j'Ã entends les discours sur les chÃmeurs se durcir. Aujourd'Ã hui quand des employeurs peinent Ã recruter, il est simple de dire que c'Ã est bien-sÃr la faute Ã ces fichus chÃmeurs qui se contentent de leur allocation pour glander ou mieux dit, pour revendiquer leur droit Ã la paresse ! Pour mÃ©moire, il peut Ãtre bon de rappeler que lorsque le RMI a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en 1988, il constituait un double droit : droit Ã une allocation (Ã un revenu minimum vital), liÃ© Ã un droit Ã lâ??insertion, c'Ã est-Ã -dire droit Ã ce que la collectivitÃ© mette en place les dispositifs nÃ©cessaires pour permettre Ã tous les bÃ©nÃ©ficiaires de s'Ã©lever socialement et professionnellement. Au fil des annÃ©es, ce double droit a davantage dÃ©rivÃ© vers un droit Ã©troitement liÃ© Ã des devoirs ; aujourd'Ã hui, j'Ã ai le sentiment que lâ??on parle de moins en moins de droit et plus en plus des devoirs, des obligations liÃ©es Ã la qualitÃ© de bÃ©nÃ©ficiaire du RSA ou de demandeur d'emploi. Jusqu'Ã oÃ¹ ira ce tour de vis supplÃ©mentaire ?

Category

1. En direct

date crÃ©Ã©e
09/02/2024